5 septembre 1997 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

Conférence de presse conjointe de MM. Jacques Chirac, Président de la République et Maaouya Ould Sid'Ahmed Taya, Président de la République islamique de Mauritanie, sur les relations franco-mauritaniennes, la proposition française d'ouvrir les pays méditerranéens à la Mauritanie et la politique de coopération avec l'Afrique, Nouakchott, le 5 septembre 1997.

M. LE PRESIDENT MAAOUYA OULD SID'AHMED TAYA - Mesdames et Messieurs, je voulais au début de cette conférence, vous dire combien nous sommes heureux d'accueillir Monsieur le Président de la République, Jacques Chirac, et les membres de la délégation qui l'accompagnent.

Nous sommes heureux aussi de vous accueillir, vous journalistes. Vous savez que notre pays est très ouvert. On dit qu'il est très hospitalier également. Je vous prie de profiter de cette hospitalité. Nous vous recevons avec le coeur, puisque vous accompagnez le Président de la République qui est très cher à nous-mêmes, à notre peuple. Je suis très heureux de cette visite et de l'impact qu'elle aura sur les rapports entre la France et la Mauritanie. Vous savez que nos relations sont excellentes. La visite du Président de la République en cette période le prouve.

Je vous remercie

LE PRESIDENT - Je voudrais d'abord saluer l'ensemble des représentants de la presse, présents ici, et remercier très chaleureusement pour son accueil, d'abord le Président de la République islamique de Mauritanie, et puis, au-delà de sa personne, les habitants, notamment, de Nouakchott qui nous ont réservé un accueil particulièrement sympathique et chaleureux et, je dois le dire, qui nous a beaucoup touché, qui a beaucoup touché la délégation française et, notamment, le Ministre des Affaires étrangères et moi-même.

C'est mon cinquième voyage en Afrique. Je voulais témoigner ici, de l'estime, du respect que la France a pour les efforts accomplis par la Mauritanie, par ses dirigeants, à la fois dans le domaine de la démocratisation, du développement et de la coopération, coopération interne en Afrique et coopération intercontinentale avec, notamment l'Union Européenne et, bien entendu, la France.

avec, notamment l'Union Européenne et, bien entendu, la France, compte tenu des relations privilégiées qui existent depuis longtemps entre nos deux pays.
Pendant notre entretien, nous avons évoqué naturellement, les relations bilatérales. Nous y reviendrons peut-être en répondant aux questions le Président Ould Taya et moi-même. Nous avons évoqué les problèmes régionaux, d'abord ceux du Moyen-Orient, du processus de paix, de sa mise en cause, les problèmes du Maghreb et ceux plus généralement, de l'Afrique.
Enfin, nous avons évoqué la position de la France vis-à-vis de l'Afrique compte tenu de tel ou tel débat qui s'était ouvert, ici ou là sur l'engagement de la France, sa détermination et ses modalités à l'égard de l'Afrique. De ce point de vue, j'ai indiqué au Président de la République, qu'il n'y avait aucune espèce de modification de la France à l'égard de l'Afrique, même si, évidemment, les modalités de la coopération évoluent au fil des ans, avec l'évolution politique, économique, sociale des pays respectivement concernés. Voilà ce que nous avons discuté, mais nous sommes tous prêts maintenant à répondre à vos questions.
QUESTION - Monsieur le Président, vous avez parlé ce matin avec le Premier Ministre israélien. Est-ce qu'il vous a donné l'impression que l'on est à la veille d'une guerre au Moyen-Orient, ou d'une escalade sur le front syro-libanais ? Est-ce que vous en avez parlé avec le Président mauritanien ?
LE PRESIDENT - Bien entendu, c'est un sujet que nous avons évoqué avec le Président de Mauritanie, qui est un homme écouté, qui, à juste titre, a la réputation d'être un sage et dont les jugements sont appréciés en Afrique comme au Moyen-Orient ou dans les pays arabes. Nous avons exactement la même analyse et nous sommes naturellement très inquiets du processus de désagrégation de la mise en oeuvre des accords de paix.
Nous sommes naturellement tout à fait contre le terrorisme et favorables à une lutte sans merci à l'égard des terroristes d'où qu'ils viennent, où qu'ils soient. Nous sommes également convaincus que les bases de l'accord de paix telles qu'elles avaient été arrêtées à Oslo et acceptées par les deux parties, doivent être respectées. La crise actuelle, notamment les tragédies qui viennent de se passer, ne doivent pas conduire à l'escalade. L'épreuve doit être maîtrisée une fois de plus. Je crois que la volonté des principaux dirigeants, de ce point de vue, est nette. Ils ne veulent pas d'escalade. Je le crois. C'est en tous les cas les sentiments que j'ai retirés de mes contacts, ce matin, qui étaient des contacts téléphoniques, avec le Premier Ministre israélien, le Premier Ministre libanais et le Président Arafat.
Je ne crois pas à une escalade, notamment, pour répondre à votre question plus précisément sur le front syro-libanais.
QUESTION - Monsieur le Président, à propos de cette crise du Proche-Orient, vous avez dernièrement préconisé une initiative franco-américaine. Quel espoir fondez-vous sur cette initiative ? Où en est-elle ?
LE PRESIDENT - Il s'agissait là du problème du Liban. Vous savez qu'il y a un groupe qui comprend à la fois la Syrie, le Liban et Israël ainsi que la France et les Etats-Unis qui co-président ce

groupe. Depuis qu'il a été créé, c'est-à-dire, je crois à peu près un an, il a tout de même permis d'éviter que certaines situations ne deviennent des drames au Sud Liban.
L'initiative que nous avons prise était simplement avec les Américains de mettre en garde contre toute remise en cause de ce groupe. Les réactions qui ont été obtenues à notre initiative ont été positives et le groupe continue de travailler dans la difficulté, mais c'est un élément de paix. Vous savez, dans cette crise, l'initiative américaine est indispensable, mais chaque jour davantage, on s'aperçoit qu'elle est nécessaire mais pas suffisante et qu'il faut une initiative européenne qui s'y ajoute compte tenu des difficultés que connaît le processus de paix.
QUESTION - Monsieur le Président, est-ce qu'à l'occasion de cette visite vous avez l'intention d'annoncer une nouvelle politique notamment en relation avec la Mauritanie dans son double contexte.
LE PRESIDENT - Nous connaissons la double personnalité de la Mauritanie qui est à la fois africaine et maghrébine et nous en avons toujours tenu compte. Je vous rappelle que c'est à l'initiative de la France que, dans le cadre de nos discussions au sein de l'Union européenne, alors que ce n'était pas prévu au départ, nous avons souhaité, qu'en raison de cette appartenance maghrébine, la Mauritanie soit -à part entière, pour le moment, elle est observateur, mais je souhaite qu'elle le devienne dès que la situation sera meilleure au Proche-Orient en particulier- membre de l'ensemble euro-méditerranéen, même si les côtes méditerranéennes de la Mauritanie ne sont pas très importantes. Donc, nous tenons toujours compte de ce double aspect des choses. C'est vrai également pour la coopération et, nous n'avons pas du tout l'intention de l'oublier.
QUESTION - Monsieur le Président, la Mauritanie doit être un espace de paix, de coopération et de développement, plusieurs initiatives ont été prises dans ce sens. Comment jugez-vous ces initiatives ? Quelles perspectives s'ouvrent devant le dialogue euro-méditerranéen ?
LE PRESIDENT - La Méditerranée a été longtemps une rupture. Nous voudrions qu'elle soit aujourd'hui un pont entre les pays qui l'entourent y compris, je le répète, la Mauritanie, en raison du caractère que j'évoquais tout à l'heure.
Nous avons souhaité la réunion de Barcelone qui a été la première et nous espérions que cette initiative pourrait se développer très vite, puisque nous avions même espéré que la réunion suivante se tiendrait au niveau des Chefs d'Etat et de gouvernement. Puis, le processus de paix au Moyen-Orient s'est dégradé, et cela a rendu les choses plus difficiles. Mais, nous espérons, qu'il s'agit là d'une période transitoire et qu'avec une solution au Moyen-Orient, avec une amélioration de la situation en Algérie, nous jouerons effectivement un ensemble qui pourra déterminer, en commun, les conditions du développement de la paix et de la stabilité. C'est pourquoi nous tenons beaucoup à ce que la Mauritanie en fasse partie.
QUESTION - Monsieur le Président, Monsieur Jospin a parlé,

avant qu'il n'arrive, d'une nouvelle politique africaine. Quelles seront les grandes priorités de cette politique ? Qu'est-ce que la France pourrait faire de concret pour ces millions d'enfants et de femmes qui souffrent dans les territoires arabes occupés, en Irak et dans la région des grands lacs ?
LE PRESIDENT - Tout d'abord je voudrais dire que la France n'a pas l'intention de changer de politique africaine et encore moins de se désengager en Afrique. Je le dis très clairement, et en présence du Ministre français des Affaires Etrangères, qui d'ailleurs connaît très bien et aime l'Afrique également. Elle n'a pas l'intention de se désengager ou de changer sur le plan financier. La France est et restera avec une aide de coopération constante, le premier pays donneur d'aide à l'Afrique subsaharienne. Et elle le restera. De la même façon, la France, au sein de l'Union européenne, combat et jusqu'ici, victorieusement, pour le maintien de l'aide européenne au développement de l'Afrique. C'est ce qui c'est passé, il y a deux ans à Cannes, quand on a renouvelé le Fonds européen de développement, alors que certains pays européens voulaient se désengager fortement. Je rappelle que sur les quinze pays européens, la France, maintenant, depuis Cannes, assume un peu plus de 25% à elle toute seule, du financement du Fonds européen de développement. Et elle n'a pas l'intention de remettre cela en cause. De la même façon, elle continuera à se battre au sein du G7 qui devient peu à peu le G8 pour que d'une part les flux d'aides publiques, malgré la tentation au désengagement de certains pays, soient maintenus, et la France soutient activement les organisations internationales, à ce sujet. Et deuxièmement, pour que le problème de la dette, et notamment la dette des pays les plus endettés soit réglé de façon humaine, légitime, solidaire. Donc sur ce plan que j'appelle financier et économique, au sens large du terme, il n'y aura aucune espèce de changement dans la politique de la France.
Il en va de même sur le plan de son engagement militaire. La France a des bases en Afrique, elle les maintiendra. Et elle les maintiendra avec le même potentiel militaire. Simplement, la France a fait une réforme importante qui l'a conduite à professionnaliser son armée et donc à supprimer petit à petit, jusqu'en 2001 ou 2002, le service militaire, et ce que nous appelons le contingent. Par conséquent, le nombre des militaires va se réduire partout, partout où il y a de l'armée française, le nombre des militaires va être réduit et ces militaires seront des professionnels. Leur capacité d'actions ou de réactions, leur capacité de projections resteront les mêmes ou seront, en général, améliorées, mais le nombre de militaires par définition, puisqu'il n'y aura plus le contingent, va diminuer. Et c'est là, je crois, qu'il y a eu en Afrique une incompréhension. Donc la France ne se désengagera pas sur le plan militaire en Afrique, c'est très clair.
En revanche, la France adapte, en permanence, sa politique. Je l'avais dit très clairement, lors de mon premier voyage en Afrique, dans les discours que j'avais prononcés, il y a deux ans. Le gouvernement actuel, et notamment le Secrétaire d'Etat délégué auprès du Ministre des Affaires étrangères, chargé de la Coopération et aussi de la Francophonie, l'a dit très clairement aussi. Nous adaptons nos moyens. Ce qui était politiquement, je

aussi. Nous adaptons nos moyens. Ce qui était politiquement, je dirais, possible, admis, il y a vingt ans, ne l'est plus aujourd'hui. La France ne veut plus faire d'ingérence ou de ce qui est considéré aujourd'hui comme de l'ingérence dans les affaires des pays africains. Elle a des accords de défense qu'elle entend bien respecter, naturellement, mais elle ne veut plus faire d'ingérence, ce qui a été le cas dans le passé, mais c'était un autre temps, et d'autres méthodes sur lequel je ne fais aucun commentaire. Mais aujourd'hui, la France n'a pas l'intention, ne veut pas faire d'ingérence dans les affaires intérieures des pays africains. Ce qui conduit, je le répète, à adapter effectivement notre position et la position que nous avons adoptée, par exemple, en Centrafrique, en facilitant la mise en place de la MISAB, c'est-à-dire d'une armée comprenant des contingents de six pays africains, la position que nous avons prise dans la crise qui se déroule actuellement, hélas, à Brazzaville, est un témoignage, naturellement de cette politique. Donc il n'est pas question pour la France de se désengager de l'Afrique. Il est simplement question de continuer le combat dans le monde, pour la solidarité, et d'adapter, naturellement, nos méthodes au temps moderne.

Alors sur le deuxième point, ce qui peut être fait dans les crises, nous faisons ce que nous pouvons. Ce n'est pas facile naturellement.

QUESTION - Monsieur le Président quelle évaluation faites-vous du processus de démocratisation en Mauritanie ? Quelle est la contribution que vous pouvez apporter à ce processus ? Que compte faire la France, par ailleurs, face à l'infiltration ou à la montée en puissance de l'influence américaine sur le continent africain ? Que pense, également, faire la France en faveur des femmes et des enfants qui souffrent en Irak et en Libye ? Quelle peut être la résolution humanitaire de la France à cet égard ?

LE PRESIDENT - Sur le processus de démocratisation, nous avons un jugement très positif, je vous l'ai déjà dit, et ce n'est pas toujours facile dans des pays qui changent en quelque sorte de mode de vie et qui restent attachés à leurs traditions légitimes. Alors, il n'appartient pas à la France d'apporter un jugement ou d'aider à la démocratisation, en revanche, il lui appartient de répondre aux demandes qui peuvent être faites dans le cadre de la coopération, par tel ou tel pays, et pour ce qui concerne la Mauritanie, par exemple, il y a une coopération entre nos juristes, qui est extrêmement active, et qui, d'ailleurs est mutuellement enrichissante, qui nous permet de mieux connaître les problèmes auxquels la Mauritanie est confrontée, et qui permet à la Mauritanie de bénéficier d'une certaine réflexion, émanant de juristes français. Il y a comme cela une coopération en matière de justice, une coopération qui n'est pas négligeable, qui est même importante. Il ne s'agit pas de nous ingérer, mais de coopérer entre amis.

Vous parlez de l'intérêt des Etats-Unis pour l'Afrique, moi je vais vous dire très franchement : plus les Américains s'intéresseront à l'Afrique et mieux cela vaudra. A condition que ce soit un intérêt qui soit accompagné ou manifesté par les moyens nécessaires au développement de l'Afrique. L'Amérique est un pays extrêmement important sur le plan de l'aide mondiale, l'année dernière elle

n'arrivait qu'en troisième position, en valeur absolue, pour l'aide mondiale au développement, après le Japon et la France, ce n'est pas normal. Je crois qu'il est dans l'intérêt de tout le monde et dans la vocation de ce très grand pays, que sont les Etats-Unis, de s'intéresser davantage, notamment par une aide plus importante au développement des pays qui en ont besoin. D'autant que l'histoire des cinq derniers siècles fait qu'il est légitime que les Etats-Unis aient un oeil attentif et fassent les gestes qui s'imposent, pour ce qui concerne le développement de l'Afrique qui a, elle-même beaucoup participé, au développement des Etats-Unis.
S'agissant de l'Irak, nous nous réjouissons que la résolution 986, qui prévoit l'échange nourriture contre pétrole, et vous savez que nous avons beaucoup milité pour cela, ait pu être prorogée de six mois et nous espérons que cette résolution continuera à être prorogée.
QUESTION - Monsieur le Président, plusieurs hommes politiques, dont des leaders des partis politiques en Algérie et le Secrétaire général de l'ONU veulent que la Communauté internationale contribuent à la recherche d'une solution pacifique en Algérie. Qu'en pensez-vous ?
LE PRESIDENT - Moi je crois que la solution pacifique viendra des Algériens eux-mêmes. Si les autorités algériennes souhaitent une coopération, alors il appartiendra au monde, à la Communauté internationale de tendre une main amicale à l'Algérie. Et cela ne peut être qu'à sa demande. La solution du problème algérien se trouve en Algérie.
QUESTION - Monsieur le Président, lors de vos entretiens, nous avons appris malheureusement le décès de Mère Térésa, en Inde. Je voulais savoir ce que cela vous inspirez ? Et une semaine après le décès de la Princesse de Galles, je voulais savoir ce que vous pensiez des combats humanitaires qu'avaient choisis de mener ces deux femmes ?
LE PRESIDENT - J'ai déjà dit les sentiments que m'inspirait le drame dont la Princesse de Galles a été victime.
S'agissant de Mère Térésa que j'avais eu le privilège de rencontrer, elle incarnait parfaitement ce don de soi et cette vertu de solidarité qui est aujourd'hui dans le monde moderne une nécessité. Nous sommes un monde où non seulement comme cela a toujours existé, il y a beaucoup d'exclus, mais nous sommes un monde où, on le sait, grâce à la rapidité de la communication, la misère est d'autant plus insupportable, si j'ose dire, qu'elle est connue par ceux qui peuvent faire quelque chose. Cela est la caractéristique du monde moderne. Or, il faut bien le dire, les hommes sont égoïstes par nature, plus ou moins. Ils ont besoin qu'on leur montre la voie. Mère Térésa était l'une de celles et de ceux qui, par leur coeur, par leur dévouement, par leur amour des autres, par leur don de leur personne aux plus défavorisés et aux exclus, ont montré la voie. On ne peut que, au moment où elle est partie, lui témoigner un immense respect, une immense reconnaissance et exprimer une très grande tristesse.
QUESTION - Monsieur le Président, permettez-moi de revenir sur l'Afrique. Vous avez dit tout à l'heure qu'il n'y a pas de

désengagement français en Afrique, ni de changement de politique. Certains analystes estiment toutefois que les pays de l'Est sont en train de détourner l'Europe occidentale de ses préoccupations africaines. Qu'en est-il exactement Monsieur le Président ?
LE PRESIDENT - Vous voulez dire que l'Europe se tournerait davantage vers l'Est que vers le Sud ?
QUESTION - Aux dépens de l'Afrique.
LE PRESIDENT - Non, ce ne sera pas le cas. Naturellement il y a une vocation de l'Europe à se réunir et la nécessité pour l'Union Européenne de participer par une bonne coopération avec les pays de l'Est européen à ces retrouvailles de la famille européenne. Mais je vous l'ai dit, pour la France, cela ne saurait se faire au détriment de l'Afrique, c'est tout à fait clair. Je répète, s'agissant de l'engagement financier, économique, la France ne changera pas et ne diminuera pas sa participation à la coopération et sera un combattant permanent et tenace pour le maintien ou le développement de la coopération entre le monde des pays riches, notamment l'Union Européenne et l'Afrique.
Je voudrais simplement dire un mot en terminant. J'ai été vraiment, je vous l'ai dit tout à l'heure, extrêmement touché par l'accueil du Président et l'accueil que nous a réservé la population de Nouakchott et peut-être d'ailleurs de quelques autres cités. Je voudrais les remercier très, très chaleureusement et leur dire que nous avons été très touchés. Mais je trouve qu'il était légitime que l'on souligne que notre arrivée devait être fêtée, puisque nous avons amené la pluie. Vous aurez remarqué que les premières gouttes de pluie sont tombées au moment même où nous sortions de l'avion. Cela est un signe important qui marque bien la vraie solidarité, la vraie amitié entre la Mauritanie et la France.
Je vous remercie.